

**ARRETE VISANT A ASSURER LA CONTINUITE DE L'ACTION DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE LEURS GROUPEMENTS POUR FAIRE FACE AUX CONSEQUENCES
DE L'EPIDEMIE DE COVID-19**

**ARRÊTÉ D'AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN AVENANT POUR LA
RECONDUCTION DES DESSERTES MERIDIENNES DANS LE CADRE DES
SERVICES PUBLICS**

Arrêté N° : MOBILITE2020_26

Par délibération 2019-01-06 en date du 7 février 2019, la CC2Ta approuvé la signature de conventions de transfert de complémentarité avec la région Grand Est pour la reprise des transports scolaires notamment. Les conventions qui liaient les communes, les RPI (Regroupements Pédagogiques Intercommunaux) ou les SIS (Syndicats Intercommunaux Scolaires) à la région Grand Est pour le transport méridien ont été transférées à la CC2T à cette occasion.

Par délibération 2019-05-01 en date du 3 octobre 2019, la CC2T a approuvé le choix du concessionnaire du contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation du service de transport urbain, non urbain, interurbain et scolaire pour la période allant du 01 janvier 2020 au 31 décembre 2025.

Ce contrat prévoit que l'autorité organisatrice de mobilité (AOM) peut demander au concessionnaire la réalisation de service occasionnels par convention avec d'autres personnes publiques compétentes.

Les communes, les RPI ou les SIS qui assurent financièrement le transport méridien se sont rapprochés de la communauté de communes Terres Toulouses afin de bénéficier des conditions tarifaires prévues dans le cadre de la DSP.

Pour ce faire, des avenants aux conventions de transports méridiens doivent être établis entre l'AOM et les communes, les RPI ou les SIS afin fixer les modalités de réalisation des services de transports souhaités. Un modèle d'avenant type a été établi.



REÇU EN PREFECTURE

le 06/07/2020

Application agréée E-legalite.com

99_AI-054-200070563-20200627-MOBILITE202

LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TERRES TOULOISES

Vu la délibération 2019-01-06 en date du 7 février 2019 portant sur les conventions de transfert et de complémentarité avec la Région Grand Est,

Vu la délibération 2019-05-01 en date du 3 octobre 2019 approuvant le choix du délégataire pour assurer la DSP mobilité à partir du 01 janvier 2020,

Vu la loi N°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19,

Vu l'ordonnance N° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de COVID-19, notamment son article 1-II,

Considérant que dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, l'ordonnance N°2020-391 du 1^{er} avril 2020 donne compétence au Président de l'EPCI, notamment pour ce type de conventionnement,

Considérant l'intérêt de faire bénéficier aux communes, RPI, SIS des tarifs de la DSP mobilité pour les transports méridiens à compter du 2 janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2025.

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : Est autorisé la signature d'un avenant pour chaque convention de transport méridien (avenant type en annexe) pour l'organisation des services réguliers de transport entre la Communauté de Communes et les communes ou RPI ou SIS.

Article 2 : Ce présent arrêté sera transmis aux intéressés, publié par la CC2T et transmis au contrôle de légalité.

Fait à Écrouves, le 27 juin 2020

Le Président



REÇU EN PREFECTURE

le 06/07/2020

Application agréée E-legalite.com

99_AI-054-200070563-20200627-M08 IL ITE202